

Circuit F1 → Malgré la déclaration officielle d'abandon du projet de circuit de F1 à Flins, le doute subsistait sur l'avenir des terres de la ferme de la Haye, leur classement en ZAD ayant été maintenu.

Les arrêtés de ZAD enfin abrogés !

C'est en décembre 2009 que le Conseil général des Yvelines, à travers une déclaration de son Président Alain Schmitz, déclarait officiellement l'abandon du projet de circuit de F1 sur les communes de Flins et Les Mureaux.

Cependant, le classement en ZAD des terres de la ferme de

la Haye, où ce fameux circuit aurait du voir le jour, n'avait pas été remis en cause simultanément.

La FSEAIF a donc maintenu la pression sur ce dossier, toujours en étroite partenariat avec l'association Flins sans circuit F1. Et cette mobilisation sur le long terme a porté ses fruits puisque les arrêtés de ZAD ont

enfin été abrogés par la Préfecture des Yvelines, via un nouvel arrêté paru le 22 mars dernier.

Marc Barrier et Hélène Danel, Présidente de l'association Flins sans circuit F1, en profitent pour faire le bilan de leur action commune.



ALD / FSEAIF On devine le tracé du circuit dans la friche désormais promise à un retour à l'agriculture

→ Interview

Réactions de Marc Barrier



ALD : Malgré l'abandon officiel du projet de circuit de F1 à Flins, la profession agricole restait très vigilante quant à l'avenir des terres de la ferme de la Haye. En effet, celles-ci étaient toujours classées en ZAD. Mais aujourd'hui les arrêtés de ZAD sont enfin abrogés. Vos craintes sont-elles pour autant toutes dissipées ?

Marc Barrier : Il reste une incertitude concernant l'installation des « Jardins de Cocagne » qui constitue une concurrence déloyale pour les producteurs soumis à de réelles exigences économiques. Ce problème se retrouvant d'ailleurs sur d'autres sites en Ile-de-France. Le lien à la terre ne doit pas servir de prétexte pour d'autres activités, fussent-elles socialement louables. Toutefois je renouvelle ma totale confiance en la SAFER pour gérer ce dossier au mieux, dans l'intérêt des agriculteurs, et ce malgré la difficulté des choix à opérer.

ALD : La FSEAIF a mené le combat contre le projet de circuit en partenariat étroit avec le collectif Flins sans circuit F1. C'est en quelque sorte l'expérimentation « grandeur nature » d'une défense commune entre la profession agricole et les associations environnementalistes. Quel bilan pouvez-vous dresser ?

M.B. : Cette expérience a été d'autant plus agréable quelle à été couronnée de succès. Le monde associatif est souvent présenté en opposition par rapport à l'agriculture. Or, j'ai vite compris qu'il y avait beaucoup plus de points de convergence et d'intérêts communs que l'on ne l'aurait supposé au départ.

La préservation des terres agricoles est un objectif largement partagé, qui a permis à l'association et à sa Présidente, de fédérer des personnes d'horizons très différents. Leur curiosité et leur ouverture d'esprit m'ont surpris. Je pense que nous avons collectivement intérêt à poursuivre ce type de collaboration et à l'étendre à d'autres thèmes comme la promotion de l'agriculture de proximité par exemple.

J'ai souvent dit que si nous ne parlions pas nous même d'agriculture et de ruralité, d'autres le feraient à notre place. Aujourd'hui je pense sincèrement que l'on peut en parler ensemble.

Le monde associatif est un formidable vecteur d'opinion, pour ceux et celles qui s'y investissent. Les agriculteurs et les agricultrices doivent y participer et y apporter leur expérience ; tout en sachant que pour que quelqu'un écoute nos positions nous devenons également d'écouter les siennes.

On dit souvent qu'il faut tenter de réunir tous ceux qui ont au moins un point commun et non opposer ceux qui ont un désaccord. C'est précisément ce qu'a fait Hélène Danel et l'on peut l'en remercier.

→ Interview

Réactions d'Hélène Danel, présidente de l'association Flins sans circuit F1



ALD : Dans votre combat contre le projet de circuit de F1 à Flins, vous avez collaboré étroitement avec la profession agricole, représentée par le GAB Ile-de-France et la FSEAIF. Quel bilan tirez-vous de ce partenariat ?

HD : Pour notre association, ce partenariat a été très enrichissant aussi bien avec le monde environnemental qu'avec celui de l'agriculture. En outre, ce dossier, du fait de sa complexité, nous a permis de rencontrer des personnes d'horizons extrêmement différents au niveau de l'économie et de l'emploi, du sport, et de la politique. Ce partenariat nous paraît emblématique de ce qu'il est possible de construire lorsque, malgré nos différences, nous mettons nos forces en commun. Il est évident que personne n'aurait pu gagner seul et permettre le retour des terres à l'agriculture à la Ferme de la Haye.

De notre côté, nous avons beaucoup appris des agriculteurs, pleins de sagesse et de bon sens. Cela nous a permis de commencer à mieux cerner leurs préoccupations tout en faisant valoir les nôtres. Si nous tenons à notre statut d'association environnementale, nous pensons qu'il est possible et même souhaitable de travailler avec l'ensemble du monde agricole dans la recherche de solutions durables pour l'agriculture et l'environnement.

Cette concertation avec les agriculteurs et les ONG nous a d'ailleurs fait prendre conscience qu'il nous restait encore beaucoup à apprendre et de travail à effectuer.

ALD : Sur le site Internet de l'association Flins sans circuit F1 que vous présidez, on peut lire que votre association va continuer ses activités de défense de l'environnement dans les Yvelines. Quels sont les dossiers sur lesquels vous comptez prochainement intervenir ?

HD : Pour l'instant, nous avons refusé de prendre en charge un autre gros dossier tant que celui de la Ferme de la Haye n'était pas totalement réglé, n'ayant que des bénévoles dans l'association. Si l'abandon du projet de circuit F1 était une étape majeure, il s'avère essentiel que les terres reviennent à l'agriculture et ce, dans de bonnes conditions. L'abrogation fin mars des arrêtés de ZAD, qui avait changé la destination des terres, a été d'ailleurs une excellente nouvelle.

Notre association va en outre vraisemblablement changer de nom lors de sa prochaine assemblée générale au mois de juin et définir ses objectifs à plus ou moins long terme. Nous serons bien entendu présents, si besoin est, pour aider les agriculteurs à lutter contre l'artificialisation des terres agricoles et pour soutenir d'autres associations environnementales, comme nous l'avons déjà fait, dans les Yvelines.